

Lénine :

La guerre et la social-démocratie russe

Ecrit avant le 28 septembre (11 octobre) 1914. Paru dans le n°33 du *Social-Démocrate* (1.11.1914)

La guerre européenne, préparée durant des dizaines d'années par les gouvernements et les partis bourgeois de tous les pays, a éclaté. La croissance des armements, l'exacerbation de la lutte pour les débouchés au stade actuel, impérialiste, du développement du capitalisme dans les pays avancés, les intérêts dynastiques des monarchies les plus arriérées, celles d'Europe orientale, devaient inévitablement aboutir et ont abouti à cette guerre. S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers et les duper par le mensonge nationaliste, et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat : tel est le seul contenu réel, telle est la véritable signification de la guerre actuelle.

La social-démocratie est tenue, en premier lieu, de dévoiler cette véritable signification de la guerre et de dénoncer implacablement le mensonge, les sophismes et les phrases « patriotiques » que répandent en faveur de la guerre les classes dominantes : les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

La bourgeoisie allemande se trouve à la tête de l'un des groupes de nations belligérantes. Elle trompe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture, pour libérer les peuples opprimés par le tsarisme, pour détruire le tsarisme réactionnaire. En réalité, c'est précisément cette bourgeoisie qui, servilement prosternée devant les hobereaux prussiens avec à leur tête Guillaume II, a toujours été le plus fidèle allié du tsarisme et l'ennemi du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Russie. En réalité, cette bourgeoisie alliée aux hobereaux fera tous ses efforts, quelle que soit l'issue de la guerre, pour soutenir la monarchie tsariste contre la révolution en Russie.

En réalité, la bourgeoisie allemande a entrepris une guerre de rapine contre la Serbie pour la soumettre et étouffer la révolution nationale des Slaves du Sud, tout en portant le gros de ses forces militaires contre des pays plus libres, la Belgique et la France, afin de piller un concurrent plus riche. La bourgeoisie allemande répand la fable d'une guerre qui serait défensive de son côté ; en fait, elle a choisi le moment le plus propice, de son point de vue, pour déclencher la guerre, en utilisant les derniers perfectionnements de son matériel de guerre et en devançant l'emploi des nouveaux armements déjà envisagés et décidés par la Russie et la France.

A la tête de l'autre groupe de nations belligérantes se trouve la bourgeoisie anglaise et française, qui dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour la patrie, la liberté et la culture, contre le militarisme et le despotisme de l'Allemagne. En réalité, cette bourgeoisie a, depuis longtemps, acheté de ses milliards et préparé, pour attaquer l'Allemagne, les troupes du tsarisme russe, la monarchie la plus réactionnaire et la plus barbare de l'Europe.

En vérité, la lutte de la bourgeoisie anglaise et française a pour but de mettre la main sur les colonies allemandes et de ruiner une nation concurrente, qui se distingue par un développement économique plus rapide. Et c'est pour ce noble but que des nations « avancées », « démocratiques », aident le tsarisme barbare à opprimer plus encore la Pologne, l'Ukraine, etc., à écraser encore plus la révolution en Russie.

Les deux groupes de pays belligérants ne le cèdent en rien l'un à l'autre, dans cette guerre, qu'il s'agisse des pillages, des actes de sauvagerie, ou des innombrables atrocités. Mais pour duper le prolétariat et détourner son attention de la seule guerre véritablement libératrice, - c'est-à-dire de la guerre civile contre la bourgeoisie, celle de « son propre » pays comme celle des pays « étrangers », - pour atteindre ce noble objectif, la bourgeoisie de chaque pays cherche, par des phrases mensongères sur le patriotisme, à exalter la portée de « sa » guerre nationale et assure qu'elle veut triompher de l'ennemi, non pour piller et conquérir des territoires, mais pour « libérer » tous les peuples, sauf le sien.

Mais plus les gouvernements et la bourgeoisie de tous les pays s'évertuent à diviser les ouvriers et à les dresser, les uns contre les autres, plus on applique férocement, dans ce noble but, le régime de la loi martiale et de la censure militaire (qui, même aujourd'hui, en temps de guerre, vise bien plus l'ennemi « intérieur » que celui du dehors), - et plus le prolétariat conscient est impérieusement tenu de sauvegarder sa cohésion de classe, son internationalisme, ses convictions socialistes, contre le déchaînement du chauvinisme de la clique bourgeoise « patriotique » de tous les pays. Renoncer à cette tâche, ce serait, pour les ouvriers conscients, renoncer à leur idéal de liberté et de démocratie, sans parler de leurs aspirations au socialisme.

Force est de constater, avec une profonde amertume, que les partis socialistes des principaux pays européens n'ont pas accompli cette tâche qui leur incombait, et que l'attitude des chefs de ces partis - du parti allemand surtout - confine à la trahison pure et simple de la cause du socialisme. En cette heure d'une portée historique capitale, la plupart des chefs de l'actuelle, de la II^e Internationale socialiste (1889-1914), cherchent à substituer le nationalisme au socialisme. En raison de leur comportement, les partis ouvriers de ces pays ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à aligner sa position sur celle des gouvernements impérialistes. Les leaders de l'Internationale ont trahi le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins (« patriotiques ») de la bourgeoisie de « leurs » pays, en justifiant et en défendant la guerre, en entrant dans les ministères bourgeois des pays belligérants, etc., etc. Les plus influents des chefs socialistes et des organes de la presse socialiste de l'Europe contemporaine professent un point de vue bourgeois chauvin et libéral, et nullement socialiste. Si le socialisme se trouve ainsi déshonoré, la responsabilité en incombe avant tout aux social-démocrates allemands, qui étaient le parti le plus fort et le plus influent de la II^e Internationale. Mais on ne saurait justifier pour autant les socialistes français acceptant des postes ministériels dans le gouvernement de cette même bourgeoisie qui avait trahi sa patrie et s'était alliée à Bismarck pour écraser la Commune.

Les social-démocrates allemands et autrichiens essaient de justifier leur soutien de la guerre en prétendant lutter ainsi contre le tsarisme russe. Nous déclarons, nous social-démocrates russes, que cette justification est un simple sophisme. Ces dernières années, le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme a de nouveau pris de vastes proportions dans notre pays. La classe ouvrière de Russie a toujours été à la tête de ce mouvement. Les grèves politiques qui se sont déroulées ces dernières années, et auxquelles ont participé des millions de travailleurs, avaient pour mot d'ordre le renversement du tsarisme et l'instauration de la république démocratique. A la veille même de la guerre, le président de la République française, Poincaré, a pu voir de ses propres

yeux dans les rues de Pétersbourg, au cours de la visite qu'il fit à Nicolas II, des barricades dressées par les mains des ouvriers russes. Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité de cette honte qu'est la monarchie tsariste. Mais nous devons dire que si quelque chose peut, dans certaines conditions, retarder la chute du tsarisme, si quelque chose peut aider le tsarisme dans sa lutte contre tout le mouvement démocratique de Russie, c'est précisément la guerre d'aujourd'hui, qui met les coffres-forts de la bourgeoisie anglaise, française et russe au service des buts réactionnaires du tsarisme. Et si quelque chose peut entraver la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre le tsarisme, c'est précisément l'attitude des chefs de la social-démocratie allemande et autrichienne, attitude que la presse chauvine de Russie ne cesse de nous donner en exemple.

Si même l'on admet que les forces de la social-démocratie allemande étaient insuffisantes au point de lui faire abandonner toute action révolutionnaire, il ne fallait pas, même dans ce cas, rejoindre le camp chauvin ; il ne fallait pas commettre des actes qui ont fait dire avec raison aux socialistes italiens que les chefs des social-démocrates allemands déshonorent le drapeau de l'Internationale prolétarienne.

La guerre a déjà causé et causera encore des préjudices immenses à notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Toute notre presse ouvrière légale est détruite. La plupart des syndicats sont interdits ; nombreux sont nos camarades qui ont été arrêtés et déportés. Mais notre représentation parlementaire - la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat - a jugé que son devoir socialiste lui interdisait absolument de voter les crédits de guerre, et l'obligeait même à quitter la salle des séances de la Douma pour marquer encore plus énergiquement sa protestation ; elle a jugé de son devoir de stigmatiser la politique des gouvernements d'Europe comme une politique impérialiste. Et, malgré la répression décuplée du gouvernement tsariste, les ouvriers social-démocrates de Russie publient déjà des premières proclamations illégales contre la guerre, s'acquittant ainsi de leur devoir envers la démocratie et l'Internationale.

Si les représentants de la social-démocratie révolutionnaire, en la personne de la minorité des social-démocrates allemands et des meilleurs social-démocrates des pays neutres, éprouvent une honte cuisante devant cette faillite de la II^e Internationale ; si, en Angleterre et en France, des voix socialistes s'élèvent contre le chauvinisme de la majorité des partis social-démocrates ; si les opportunistes, comme ceux, par exemple, des *Sozialistische Monatshefte* [*Cahiers mensuels socialistes*] allemands, qui ont adopté depuis longtemps une position nationale-libérale, se félicitent avec juste raison de leur victoire sur le socialisme européen, le pire service que l'on puisse rendre au prolétariat est de balancer entre l'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire (comme le fait le « centre » du parti social-démocrate allemand), et de s'appliquer à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la II^e Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle¹, qui faisaient un devoir aux socialistes de tous les pays de lutter contre le chauvinisme quelles que fussent les conditions, qui les obligeaient à répondre par une propagande renforcée en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements. La faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme, qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite « pacifique ») et qui, en ces dernières années, domina pratiquement dans l'Internationale. Les opportunistes ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, -et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans *le Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, et en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. Le courant anarcho-syndicaliste - « complément » naturel de l'opportunisme, non moins bourgeois et non moins hostile au point de vue prolétarien, c'est-à-dire marxiste - s'est manifesté, non moins honteusement, par une paraphrase béate des mots d'ordre chauvins au cours de la crise actuelle.

On ne saurait accomplir actuellement les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers, sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La social-démocratie de chaque pays doit, en premier lieu, lutter contre le chauvinisme de son pays. En Russie, ce chauvinisme s'est entièrement emparé du libéralisme bourgeois (des « cadets² »), et partiellement des populistes³ jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires⁴ et les social-démocrates « de droite ». (En particulier, il faut absolument flétrir les interventions chauvines, par exemple, de E. Smirnov, P. Maslov et G. Plékhanov, reprises et largement utilisées par la presse « patriotique » bourgeoise.)

¹ Le congrès de Stuttgart de la II^e Internationale eut lieu du 18 au 24.8.1907. Il vota notamment une résolution, « *Le militarisme et les conflits internationaux* » où Lénine avait fait introduire l'idée que le devoir des socialistes en cas de guerre serait d'utiliser la crise pour soulever les masses et renverser le capitalisme.

Le congrès de Copenhague (28.8-3.9.1910) vota une résolution d'esprit similaire à la précédente mais en y introduisant des précisions tactiques quant à la ligne à suivre par les socialistes.

Enfin, le congrès extraordinaire de Bâle (24-25.11.1912) convoqué en raison de la menace de conflit immédiat confirma encore cette orientation.

² Nom familier du Parti Constitutionnel-Démocrate, le parti de la bourgeoisie avancée d'alors en Russie.

³ *Populistes* : courant apparu en Russie vers 1860-1870 dont l'objectif essentiel était la lutte contre l'autocratie et la redistribution des terres. Ils n'hésitaient pas à utiliser l'arme du terrorisme contre le tsarisme.

⁴ *Socialistes-révolutionnaires* : Parti fondé en 1902 sur la base de divers groupements populistes et dirigé par V. Tchernov. Leur principal objectif était la « socialisation de la terre ».

Dans la situation actuelle, on ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme. Mais pour nous, social-démocrates russes, il est hors de doute que, du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges de l'Europe et de l'Asie.

Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'Etats-Unis républicains d'Europe. Mais à la différence de la bourgeoisie, prête à « promettre » tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution.

Pour la Russie, les tâches des social-démocrates, vu l'immense retard de ce pays qui n'a pas encore achevé sa révolution bourgeoise, doivent être, comme par le passé, les trois conditions fondamentales d'une transformation démocratique conséquente : république démocratique (avec l'égalité complète des nations et leur droit à disposer d'elles-mêmes), confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures. Mais, dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste, mot d'ordre qui s'impose d'autant plus impérieusement que les charges de la guerre pèsent plus lourdement sur les épaules du prolétariat et que le rôle de ce dernier devra être plus actif dans la reconstruction de l'Europe, après les horreurs de la barbarie « patriotique » actuelle, multipliées par les gigantesques progrès techniques du grand capitalisme. L'utilisation par la bourgeoisie des lois du temps de guerre pour bâillonner complètement le prolétariat, oblige ce dernier à créer des formes illégales d'agitation et d'organisation. Laissons les opportunistes « sauvegarder » les organisations légales en trahissant leurs convictions ; les social-démocrates révolutionnaires, eux, utiliseront leur expérience en matière d'organisation et les liaisons de la classe ouvrière afin d'élaborer des formes clandestines de lutte répondant à cette époque de crise, lutte pour le socialisme et l'union des ouvriers, non pas avec la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais avec les ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère. Plus la guerre fera de victimes, et plus seront évidentes, pour les masses ouvrières, la trahison de la cause ouvrière par les opportunistes, ainsi que la nécessité de tourner les armes contre le gouvernement et la bourgeoisie de leur propre pays.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués. Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation méthodique, persévérant et sans défaillance.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que le prolétariat pourra s'arracher à l'influence de la bourgeoisie chauvine et avancer résolument, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de rapidité, sur le chemin de la liberté réelle des peuples et du socialisme.

Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays !

Vive l'Internationale prolétarienne, affranchie de l'opportunisme !

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

La situation et les tâches de l'Internationale Socialiste

« Le Social-Démocrate » n°33, 1.11.1914

Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire remportée par le nationalisme bourgeois, le chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois de tous les pays distillent tour à tour, à leur égard, les sarcasmes et les flatteries condescendantes. Et rien n'est plus important, pour un socialiste qui désire rester tel, que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale.

Certaines gens ont peur de reconnaître cette vérité que la crise ou, plus exactement, la faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme.

Ils allèguent, par exemple, l'unanimité des socialistes français, le regroupement soi-disant complet des anciennes fractions du socialisme à propos de la question de la guerre. Mais ces allégations sont inexactes.

La défense de la collaboration des classes, la répudiation de l'idée de la révolution socialiste et des méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoire des frontières de nationalité et de patrie, la valeur de fétiche attribuée à la légalité bourgeoise, la renonciation au point de vue de classe et à la lutte de classe par crainte de s'aliéner « la grande masse de la population » (lire : la petite bourgeoisie), tels sont incontestablement les fondements idéologiques de l'opportunisme. C'est sur ce terrain qu'a grandi le chauvinisme, le patriotisme actuel de la plupart des dirigeants de la II^e Internationale. Il y a longtemps déjà que des observateurs de toutes opinions ont remarqué cette prédominance de fait des opportunistes parmi eux. La guerre n'a fait que révéler avec une rapidité et une force particulières les proportions réelles de cette prédominance. Que l'acuité extraordinaire de la crise ait provoqué divers regroupements des anciennes fractions, voilà qui n'a rien d'étonnant. Mais, d'une façon générale, ces regroupements n'ont touché que les personnalités. Les tendances au sein du socialisme sont restées les mêmes.

Il n'y a pas d'unanimité complète parmi les socialistes français. Vaillant lui-même, qui suit la ligne chauvine avec Guesde, Plékhanov, Hervé, etc., doit convenir qu'il reçoit des lettres de protestation de socialistes français disant que la guerre est une guerre impérialiste, et que la bourgeoisie française n'en est pas moins responsable que les autres. N'oublions pas que ces voix sont étouffées, non seulement par l'opportunisme triomphant, mais aussi par la censure militaire. Chez les Anglais, le groupe Hyndman (les social-démocrates anglais, le *British Socialist Party*) a entièrement versé dans le chauvinisme, tout comme la plupart des leaders semi-libéraux des trade-unions. Mac-Donald et Keir Hardie, de l'*Independent Labour Party*⁵ opportuniste, repoussent le chauvinisme. C'est vraiment une exception. Mais certains social-démocrates révolutionnaires, depuis longtemps adversaires de Hyndman, ont maintenant quitté le *British Socialist Party*⁶. Chez les Allemands, le tableau est net : les opportunistes ont vaincu, ils jubilent, ils sont « dans leur assiette ». Le « centre », Kautsky en tête, est tombé dans l'opportunisme, qu'il défend avec des sophismes particulièrement hypocrites, vulgaires et pleins de suffisance. Parmi les social-démocrates révolutionnaires, on entend les protestations de Mehring, de Pannekoek, de Karl Liebknecht, ainsi que diverses voix anonymes provenant d'Allemagne et de Suisse allemande. En Italie, la démarcation est tout aussi nette : les ultra-opportunistes, Bissolati et Cie, sont pour la « patrie », pour Guesde-Vaillant-Plékhanov-Hervé. Les social-démocrates révolutionnaires (le « parti socialiste »⁷), l'*Avanti !* en tête, combattent le chauvinisme et démasquent les intérêts égoïstes de la bourgeoisie camouflés derrière les appels à la guerre. Ils ont la sympathie de l'immense majorité des ouvriers avancés. En Russie, les ultra-opportunistes du camp des liquidateurs⁸ donnent déjà de la voix, dans les réunions et dans la presse, en faveur du chauvinisme. P. Maslov et E. Smirnov défendent le tsarisme sous prétexte de défendre la patrie (l'Allemagne, voyez-vous, menace de « nous » imposer « par la force du glaive » des traités de commerce, tandis que le tsarisme, lui, s'abstiendrait sans doute, comme il l'a toujours fait, d'étouffer par le glaive, le knout et la potence, la vie économique, politique et nationale des neuf dixièmes de la population de la Russie !), et justifient l'entrée des socialistes dans les ministères réactionnaires bourgeois, le vote des crédits de guerre aujourd'hui et de nouveaux armements demain ! Plékhanov, qui teinte de francophilie son chauvinisme russe, et Alexinski ont aussi sombré dans le nationalisme. C'est Martov, à en juger par le *Goloss*⁹ de Paris, qui a dans toute cette bande l'attitude la plus correcte : il combat le chauvinisme allemand et français, s'insurge contre le *Vorwaerts*, aussi bien que contre M. Hyndman et contre Maslov, mais n'ose pas déclarer résolument la guerre à l'opportunisme international et à son apologiste « le plus influent », le « centre » de la social-démocratie allemande. Les tentatives de présenter le volontariat comme la réalisation de tâches socialistes (voir la déclaration du groupe des volontaires social-démocrates et socialistes-révolutionnaires russes de Paris, et aussi des social-démocrates polonais, de Leder et Cie), n'ont trouvé de défenseur qu'auprès de Plékhanov. La majorité de la section parisienne de notre Parti les a condamnées. Le lecteur peut juger de la position du Comité central de notre Parti d'après l'éditorial du présent numéro. En ce qui concerne l'historique de la formulation des vues de notre Parti, nous devons, pour éviter tout malentendu, établir les faits suivants : un groupe de membres de notre Parti, surmontant les immenses difficultés qui s'opposent au rétablissement des liens d'organisation rompus par la guerre, a tout d'abord élaboré des « thèses », qu'il fit circuler parmi les camarades du 6 au 8 septembre (nouveau style). Puis, par l'intermédiaire des social-démocrates suisses, il les fit parvenir à deux membres de la conférence italo-suisse de Lugano (le 27 septembre). C'est seulement à la mi-octobre que la liaison put être rétablie et que l'on parvint à formuler le point de vue du Comité central de notre Parti. L'éditorial de ce numéro est la rédaction définitive de ces « thèses ».

⁵ L'*Independent Labour Party* fut fondé en 1893, par les dirigeants des « nouvelles trade-unions », à l'époque de l'intensification de la lutte de classes et des progrès du mouvement pour l'indépendance de la classe ouvrière d'Angleterre vis-à-vis des partis bourgeois.

L'I.L.P. était dirigé par Keir Hardie et R. MacDonald. Dès sa formation le parti adopta une position réformiste. Il fut un des éléments constitutifs du *Labour Party* [parti travailliste] au début du XX^e siècle.

⁶ *British Socialist Party* : le premier parti marxiste anglais, fondé en 1911. Il était alors divisé entre les partisans de la guerre dirigés par Hyndman et les internationalistes, dont Mc Lean.

⁷ Le P.S.I. avait alors adopté une position internationaliste qui allait le mener à participer aux conférences de Zimmerwald et Kienthal où il se rangea à droite.

⁸ Les liquidateurs étaient l'aile droite de la social-démocratie russe. Ils étaient partisans de la liquidation de toute forme d'activité illégale.

⁹ *Goloss* [La Voix] : quotidien internationaliste alors publié à Paris par Trotsky et Martov. Il prendra ensuite le nom de *Naché Slovo* [Notre parole].

Telle est, en bref, la situation dans la social-démocratie européenne et russe. La faillite de l'Internationale est évidente. La polémique de presse entre socialistes français et allemands en a apporté la preuve définitive. Le fait a été reconnu non seulement par les social-démocrates de gauche (Mehring et la *Bremer Bürger-Zeitung*), mais aussi par des organes suisses modérés (le *Volksrecht*). Les tentatives de Kautsky pour masquer cette faillite ne sont que des faux-fuyants de poltron. Et cette faillite, c'est très précisément celle de l'opportunisme, qui s'est révélé prisonnier de la bourgeoisie.

La position de la bourgeoisie est claire. Il n'est pas moins clair que les opportunistes se bornent à reprendre aveuglément ses arguments. On pourrait encore compléter l'éditorial de ce numéro en signalant simplement la cruelle dérision des articles de la *Neue Zeit*, pour qui l'internationalisme consiste précisément dans le fait que les ouvriers des différents pays s'entre-tuent au nom de la défense de la patrie !

La question de la patrie, répondrons-nous aux opportunistes, ne peut pas être posée en ignorant le caractère historique concret de la guerre actuelle. C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de l'époque du capitalisme le plus développé, de l'époque de la fin du capitalisme. La classe ouvrière doit d'abord « s'organiser dans le cadre de la nation », dit le « Manifeste communiste », qui indique à quelles conditions et dans quelles limites nous reconnaissons la nationalité et la patrie, comme des formes nécessaires de la société bourgeoise et aussi, par conséquent, de la patrie bourgeoise. Les opportunistes dénaturent cette vérité en prenant ce qui est juste à l'époque de la naissance du capitalisme, et en le rapportant à celle de la fin de ce régime. Or, à propos de cette époque, des tâches du prolétariat dans la lutte pour l'abolition, non pas de la féodalité, mais du capitalisme, le Manifeste communiste déclare nettement et sans ambiguïté : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. » On comprend pourquoi les opportunistes craignent de reconnaître cette vérité du socialisme, et même le plus souvent de l'affronter au grand jour. Le mouvement socialiste ne peut pas vaincre dans l'ancien cadre de la patrie. Il crée des formes nouvelles, supérieures, de la société humaine, où les besoins légitimes et les aspirations progressistes des masses laborieuses de toutes les nationalités seront, pour la première fois, satisfaits dans l'unité internationale, les frontières nationales actuelles étant abolies. Aux efforts de la bourgeoisie contemporaine qui cherche à diviser et à désunir les ouvriers en alléguant hypocritement la « défense de la patrie », les ouvriers conscients répondront par des efforts renouvelés en vue d'unir les travailleurs des différentes nations dans la lutte pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie de toutes les nations.

La bourgeoisie trompe les masses en dissimulant le brigandage impérialiste sous la vieille idéologie de la « guerre nationale ». Le prolétariat dénonce cette duperie en proclamant le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est précisément ce mot d'ordre qui est indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoyaient non pas la guerre en général, mais bien la guerre actuelle, et parlaient non pas de « défendre la patrie », mais de « précipiter la chute de la domination capitaliste », d'utiliser à cette fin la crise suscitée par la guerre, de suivre l'exemple de la Commune. La Commune a été la transformation d'une guerre de peuples en guerre civile.

Une transformation de ce genre n'est évidemment pas facile et ne peut pas s'accomplir « au gré » de tels ou tels partis. Mais elle s'inscrit dans les conditions objectives du capitalisme en général, et de l'époque de la fin du capitalisme en particulier. C'est dans cette direction exclusivement que doit s'orienter l'activité des socialistes. Ne pas voter les crédits militaires, né pas encourager le chauvinisme de « son propre » pays (et des pays qui lui sont alliés), combattre au premier chef le chauvinisme de « sa propre » bourgeoisie, sans se borner aux formes légales de lutte lorsque survient une crise et que la bourgeoisie abroge elle-même lit légalité qu'elle a créée, voilà la *ligne* d'action qui conduit à la guerre civile et qui y amènera, à un moment donné de la conflagration européenne.

La guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un « péché », comme le pensent les prêtres chrétiens (qui prêchent le patriotisme, l'humanitarisme et la paix non moins bien que les opportunistes), mais une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix. De nos jours, la guerre est une guerre de peuples. Cette vérité n'implique pas qu'il faille se laisser emporter par le courant « populaire » du chauvinisme, mais elle signifie que les contradictions de classe qui déchirent les peuples persistent et se manifesteront également en temps de guerre, à la guerre dans le cadre de la guerre. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., ne sont que pures sottises, qu'un rêve misérable et craintif d'une lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, qu'un vœu souhaitant la destruction du capitalisme sans une ou plusieurs guerres civiles acharnées. Dans l'armée aussi, un socialiste a pour devoir d'être le propagandiste de la lutte de classe ; l'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. A bas la naïve sentimentalité des vœux pieux sur « la paix à tout prix » ! Levons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme met en jeu le destin de la civilisation européenne : d'autres guerres suivront bientôt celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses. La fable de la « dernière guerre » est un songe creux et nuisible ; c'est un « mythe » petit-bourgeois, selon la juste expression du *Goloss*. Si ce n'est aujourd'hui, cela sera demain, si ce n'est au cours de la présente guerre, cela sera dans la période qui suivra, si ce n'est durant cette guerre, cela sera pendant la prochaine, le drapeau de la guerre civile du prolétariat deviendra le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois aujourd'hui bernés par le chauvinisme, et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter et de les abrutir seulement, vont éclairer, instruire, éveiller, organiser, tremper et préparer à la guerre contre la bourgeoisie de « leur propre » pays et des pays « étrangers ».

La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III^e Internationale débarrassée non seulement des « transfuges » (comme le souhaite le *Goloss*), mais aussi de l'opportunisme !

La II^e Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes, pendant une longue époque « pacifique » qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e. A la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme !